



Saint Denis, le 24 avril 2018

Monsieur le Directeur,

Nous nous sommes sentis agressés par le courriel envoyé par Mme FAIVRE le 23 avril au sujet des journées d'action, à l'ensemble des chefs de service du département, courriel immédiatement re-transmis par eux aux agents.

Dans la mesure où nous avons, en toute responsabilité, prévenu nos adhérents de cette campagne de mobilisation à venir, vous avez pris connaissance des dates, des lieux, et des modalités de débrayages prévus.

Dans un contexte difficile de campagne de déclarations, cela vous permettait de prendre les dispositions nécessaires en matière de sécurité.

En revanche, votre réaction fut une menace déguisée envers les agents du département qui souhaiteraient participer à cette action, et une entrave à une mobilisation syndicale dans une période de mobilisation nationale pour la défense du service public et de nos missions.

Jamais, jusqu'à ce jour, lors d'actions de ce type, un tel mépris vis à vis des organisations syndicales majoritaires, donc des agents qu'elles représentent, n'avait été affiché à la DRFIP de la Réunion.

Monsieur le Directeur, vous prétendez avoir comme priorité la reprise d'un dialogue social apaisé, vous souhaitez ardemment nous voir siéger à nouveau en instance et reprendre une discussion constructive et en confiance, nous ne pouvons plus donner crédit à vos intentions alors que ce message n'a pour seul objectif que de décrédibiliser notre action ?

Vous interprétez, sans les citer en totalité, les textes de façon restrictive, quand vous n'inventez pas des règles pour justifier vos moyens de pression, que ce soit concernant les débrayages ou les autorisations d'absence syndicale ; vos vraies intentions sont ainsi dévoilées ...

Nous connaissons désormais quel genre de dialogue vous entendez mener, quel type d'échanges vous privilégiez. Et bien, nous nous adapterons en conséquence !

Vos réactions renforcent notre détermination à défendre les agents de la DRFIP et nous encouragent, s'il en était encore besoin, à lutter pour la survie de notre service public.